



04

# MARCHÉ DU TRAVAIL



L'emploi en zone euro perd de son dynamisme et la baisse du chômage débutée lors de la reprise post-pandémie semble arrivée à terme. La situation des marchés du travail des différents États membres est cependant contrastée, demeurant dynamique pour les pays du Sud (notamment en Espagne), mais déprimée pour l'Allemagne, la France et les pays baltes.

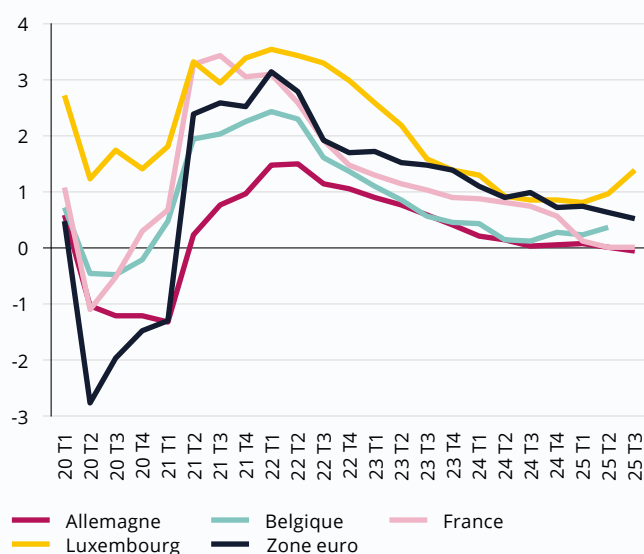
Le marché du travail luxembourgeois, en nette dégradation depuis 2023, montre depuis peu des signaux plus positifs. Les créations d'emploi se sont renforcées au 3<sup>e</sup> trimestre, notamment dans les services marchands, et le chômage ne semble plus augmenter. Des impulsions favorables (ou moins défavorables) proviennent de la construction, où l'emploi a cessé de diminuer, mais aussi du secteur public.

Après une hausse de l'emploi total limitée à environ 1% en 2025, la dynamique conjoncturelle devrait se renforcer en 2026 et les créations nettes d'emploi accélérer en conséquence pour atteindre une progression de 1.6%. Cette trajectoire est légèrement supérieure à celle anticipée au printemps dernier, mais cohérente avec un rétablissement progressif des secteurs marchands à partir de 2026. La population active devrait augmenter de 1.2% par an sur la période, tandis que la population totale progresserait de 1.3% en 2025, 1.4% en 2026 et 1.5% en 2027. Le chômage baisserait légèrement, de 5.9% de la population active en 2025 à 5.8% en 2026 et 5.6% en 2027.

Graphique 4.1

**Poursuite du ralentissement de l'emploi en zone euro**

Emploi, en variation annuelle en %

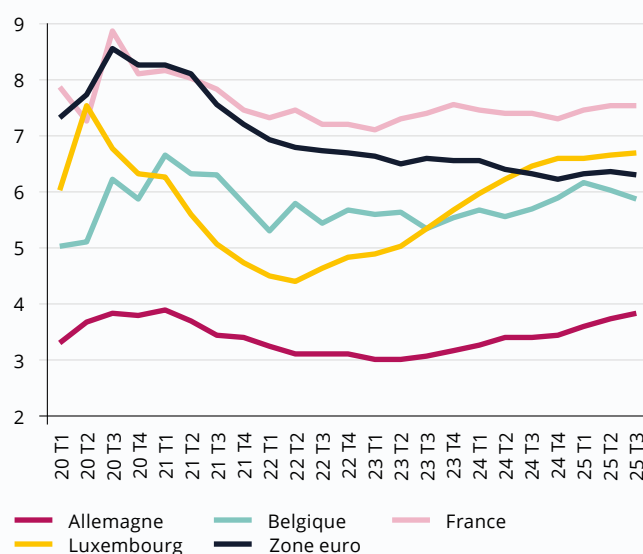


Sources : STATEC, Eurostat (estimation rapide pour 25 T3)

Graphique 4.2

**Tendances contrastées sur le chômage**

Chômage, en % de la population active



Source : Eurostat

**Zone euro : l'emploi en perte de vitesse, le chômage ne baisse plus**

L'emploi en zone euro continue de ralentir, surtout dans les pays où la conjoncture a été peu porteuse l'année passée et sur le début de 2025, notamment dans les deux économies les plus importantes que sont l'Allemagne et la France (cf. graphique 4.1). Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025, sa progression n'est plus que de 0.5% sur un an (+0.1% sur un trimestre), contre 1.4% sur un an en moyenne au cours des cinq années d'avant la pandémie. L'Espagne et le Portugal, où l'activité est demeurée bien orientée (cf. chapitre 1), sont actuellement les plus dynamiques en termes de créations d'emploi, à côté de Malte et de l'Irlande. L'Espagne en particulier apporte la contribution la plus élevée à la progression des effectifs en zone euro, sous l'effet notamment d'une demande intérieure soutenue (consommation des ménages bien orientée, investissements dans la transition énergétique et les infrastructures), d'une fréquentation touristique en hausse et d'une immigration élevée. À l'autre bout du spectre, on retrouve les quatre États membres à la frontière russe (et qui ont particulièrement souffert de la crise énergétique du fait d'une forte dépendance aux importations d'énergie en provenance de la Russie) : la Lettonie et la Lituanie (-1.3% sur un an chacun), l'Estonie et la Finlande (-0.8% chacun).

Les branches d'activité les plus porteuses pour l'emploi de l'ensemble de la zone euro sont actuellement le secteur financier et les activités immobilières, alors que la plupart des autres sont dans une phase de freinage (seule l'agriculture affiche une baisse, mais celle-ci ne fait que poursuivre une évolution de nature structurelle).

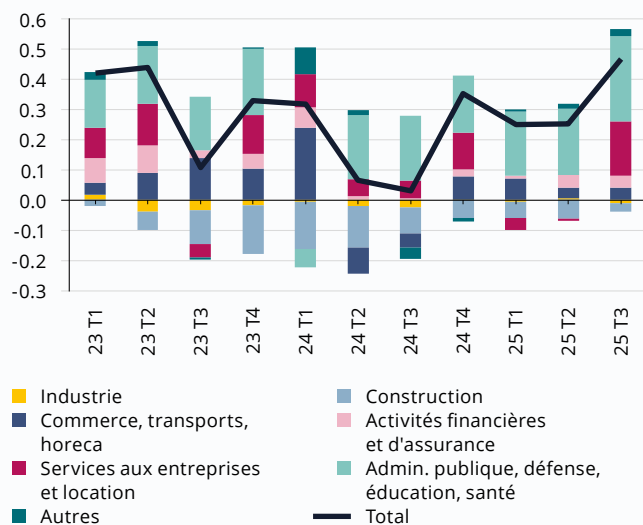
La baisse du chômage en zone euro, entamée à la sortie de la crise Covid-19, ne semble plus se poursuivre, le taux de chômage s'étant stabilisé autour de 6.3% depuis la fin de 2024 (cf. graphique 4.2). L'Espagne ainsi que l'Italie et la Grèce continuent toutefois à enregistrer une baisse des demandeurs d'emploi. À l'inverse, l'Allemagne et la France connaissent une remontée du chômage depuis 2023 et le mouvement s'est encore amplifié en 2025. Ces deux pays enregistrent ensemble une hausse de 550 000 chômeurs depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2022 (et de presque 300 000 depuis le début de 2025).



Graphique 4.3

### Les créations d'emploi se sont renforcées dans les services marchands au 3<sup>e</sup> trimestre

Emploi salarié intérieur au Luxembourg  
Contributions à la variation trimestrielle, en points de %

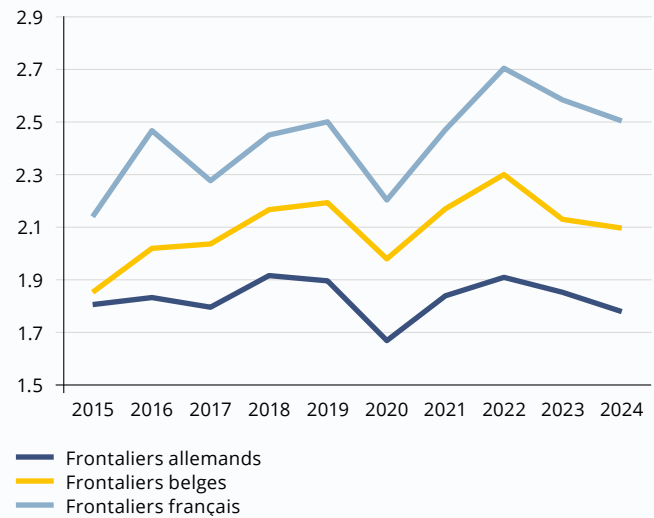


Sources : IGSS, STATEC - comptes nationaux (données désaisonnalisées)

Graphique 4.4

### Le moindre dynamisme de l'emploi frontalier allemand s'est confirmé en 2024

Taux de roulement\*



\* Taux de roulement = ((Recrutements + fins de contrats)/2) / Emploi salarié \* 100

Sources : IGSS, calculs STATEC

## Luxembourg : un bon 3<sup>e</sup> trimestre pour le marché du travail

La progression de l'emploi est en train de gagner en dynamisme au Luxembourg. Après +0.3% sur un trimestre au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> trimestre, le 3<sup>e</sup> trimestre a surpris positivement avec +0.5%. Cette accélération provient tant des résidents (+0.4% en T3 après +0.3% en T1 et T2) que des frontaliers (+0.5% en T3 après +0.2% en T1 et T2). Au niveau des branches, ce sont surtout les services aux entreprises qui contribuent à cette amélioration (notamment le travail intérimaire, qui avait fortement baissé sur la première moitié de l'année, et les services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager), mais aussi le secteur public (qui demeure le principal moteur de la création d'emplois, cf. graphique 4.3). La construction enregistre pour sa part encore une baisse sur l'ensemble du 3<sup>e</sup> trimestre, mais celle-ci est bien moins prononcée que sur les trimestres précédents (les effectifs ont même légèrement augmenté sur les données mensuelles d'août, septembre et octobre).

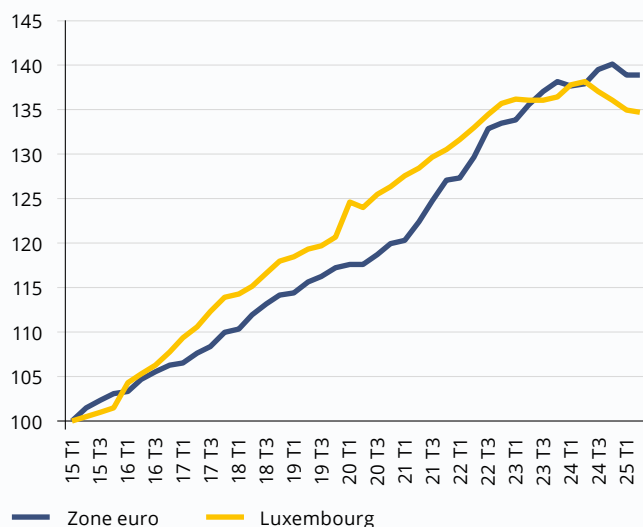
## La reprise profite surtout aux frontaliers français

En ce qui concerne la reprise de l'emploi frontalier, elle est presque entièrement portée par les frontaliers d'origine française, les frontaliers belges gagnant un peu en dynamique, alors que les frontaliers allemands restent à la traîne. Depuis le pic de décembre 2023, le nombre des frontaliers allemands est effectivement en baisse (de presque 400 personnes, soit -0.7% jusqu'en août 2025, données désaisonnalisées). La reprise post-Covid avait déjà profité fortement aux frontaliers français, légèrement aux frontaliers belges et de manière très faible aux frontaliers allemands. Le taux de roulement, qui rapporte les recrutements et fins de contrat aux postes occupés (et décrit ainsi la dynamique du marché du travail), avait fortement augmenté dès 2022 pour les frontaliers français et il est revenu à son niveau d'avant crise (2019) en 2024. Pour les frontaliers belges et allemands celui-ci reste en 2024 toutefois inférieur à son niveau pré-crise (cf. graphique 4.4). Une analyse plus détaillée des flux de recrutement et des fins de contrats montre que les frontaliers allemands connaissent une baisse des recrutements combinée à une hausse des fins de contrats généralisée entre 2019 et 2024. Un constat similaire ne s'observe que dans le secteur du commerce pour les frontaliers français, ou pour les frontaliers belges de moins de 25 ans ou occupant des emplois dans les secteurs de la construction ou du commerce.

Graphique 4.5

**Baisse de l'emploi dans les TIC**

Emploi total dans les services d'information et de communication  
Indice 100 = 2015 T1

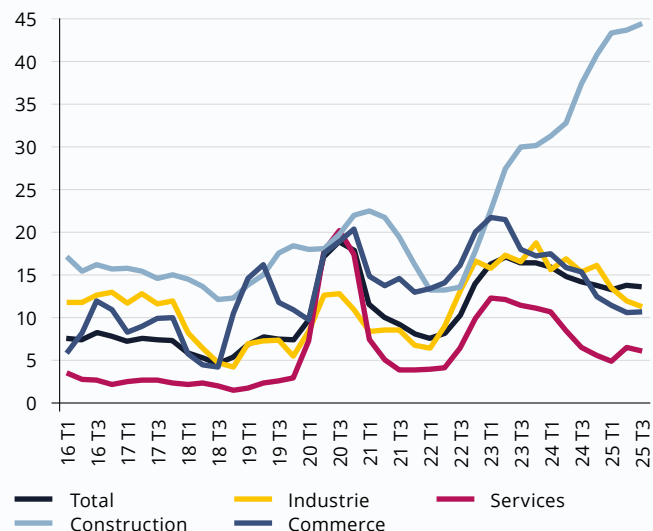


Sources : Eurostat, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.6

**La rétention de main-d'œuvre demeure élevée**

Indicateur de rétention de main-d'œuvre – Luxembourg



Source : STATEC – Enquêtes de conjoncture (données désaisonnalisées et lissées)

1 ADEM, juin 2025, Zoom sur les évolutions et tendances récentes dans le domaine de l'informatique, <https://adem.public.lu/dam-assets/fr/publications/adem/zoom-emploi/zoom-emploi-2025-06.pdf>.

**TIC : emploi et offres d'emploi en baisse**

L'emploi dans la branche des services d'information et de communication (TIC) est en baisse au Luxembourg. Après un pic à presque 23 000 personnes en juillet 2024, il y a diminué d'environ 730 personnes, soit -3.2% jusqu'en août 2025 (données désaisonnalisées). Les activités informatiques (programmation, conseil et autres, -2.9%) et les services d'information (-22.9%) contribuent en particulier à cette baisse. L'emploi recule également dans l'édition (-3.1%) et la production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; l'enregistrement sonore et l'édition musicale (-7.7%). Seules la programmation et diffusion (+0.9%) ainsi que les télécommunications (+3.6%) enregistrent une hausse sur cette période.

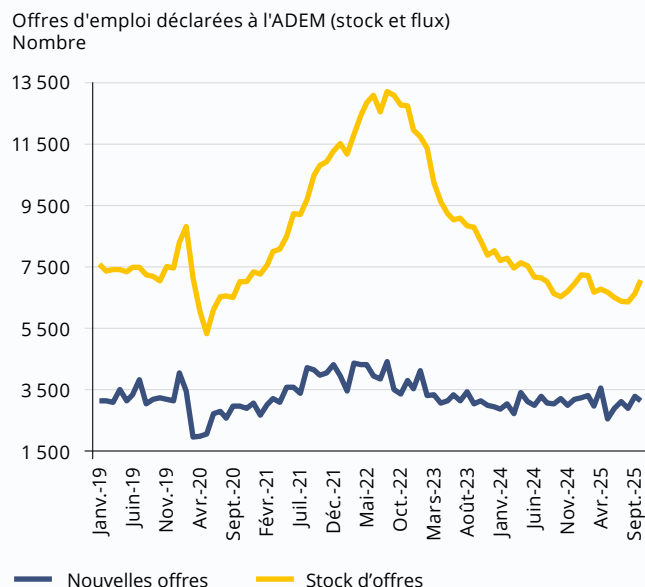
Cette évolution va de pair avec une baisse des offres d'emploi déclarées à l'ADEM. D'après une analyse de l'ADEM<sup>1</sup>, les entreprises auraient tendance à délocaliser les activités qui peuvent se faire à distance et à embaucher surtout des personnes expérimentées afin de prendre en charge les activités à forte valeur ajoutée. Ces deux tendances expliqueraient ainsi le fait, à première vue contradictoire, que ces métiers pourtant classés comme "très en pénurie" depuis 2023 enregistrent des baisses d'emploi.

Certaines spécialisations dans cette branche pourraient aussi pâtir de l'essor de l'intelligence artificielle (IA). Toutefois, selon l'étude "Impact de l'IA sur le marché du travail luxembourgeois" figurant dans cette Note de conjoncture, cette branche compte parmi celles où le risque de remplacement par l'IA est le moins élevé.

**Reprise de l'emploi dans le secteur financier ?**

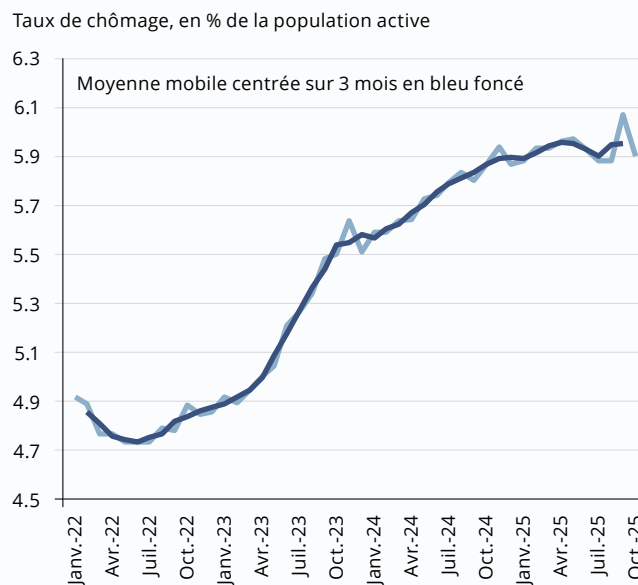
L'emploi du secteur financier avait quasi stagné entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2025 (+0.1% par trimestre en moyenne). Depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2025, une nouvelle dynamique semble toutefois se dessiner, avec des hausses de +0.3% à +0.4% par trimestre. Ce sont surtout les sociétés de participation financière (Soparfis) qui ont embauché sur cette période, suivies des assurances, des établissements de crédit et des activités auxiliaires de services financiers et d'assurance.

Graphique 4.7

**Les offres d'emploi restent peu nombreuses**

Sources : ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.8

**La courbe du chômage s'aplanit**

Sources : ADEM, IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

**Construction : l'emploi ne baisse plus**

D'après les données les plus récentes (dont certaines sont préliminaires), l'emploi dans la construction aurait légèrement augmenté en août, septembre et octobre. En août (les données détaillées n'étant pas encore disponibles pour les mois suivants), cette évolution provenait surtout de la construction de bâtiments (données désaisonnalisées), avec un léger plus de 30 personnes, alors que l'emploi dans cette branche s'était réduit continuellement sur les derniers trimestres (-2 850 personnes entre le pic de janvier 2023 et le point bas en juillet 2025). Parallèlement, la rétention de main-d'œuvre<sup>2</sup> y reste élevée au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (cf. graphique 4.6). Les entreprises avaient ainsi anticipé une reprise à moyen terme et devraient se trouver aujourd'hui solidement positionnées pour accompagner le redémarrage de l'activité dans la construction.

**Les offres d'emploi restent peu nombreuses**

Le stock des postes vacants déclarés à l'ADEM s'est réduit de moitié depuis le pic du 3<sup>e</sup> trimestre 2022, passant de presque 13 000 unités à 6 500 en T3 2025 (données désaisonnalisées). Parallèlement, le flux des nouvelles offres demeure relativement stable, autour de 3 000 postes nouvellement déclarés chaque mois, indiquant que les postes disponibles sont assez rapidement pourvus. Les services aux entreprises (23%) et la santé et action sociale (13%) ont déclaré le plus de postes vacants en T3 2025, suivis de l'Horeca (8%), du secteur financier (8%) et du commerce (7%). Par ailleurs, même si le mouvement est très récent, les offres d'emploi ont repris une évolution à la hausse en septembre et en octobre, notamment dans les services aux entreprises, le secteur financier et la construction.

**Le chômage se stabilise, malgré un pic en septembre**

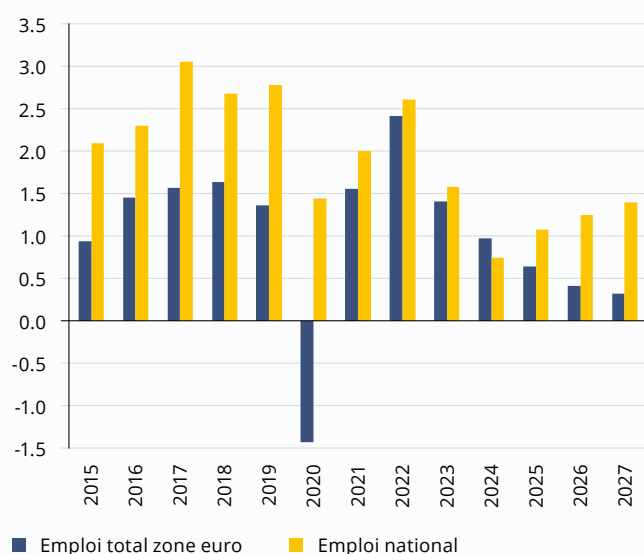
Sur les derniers mois, le chômage, corrigé des variations saisonnières, évolue en dents de scie. Après une baisse significative en juillet et août, il a fortement réaugmenté en septembre pour revenir au niveau de l'été en octobre (cf. graphique 4.8). Malgré le pic exceptionnel de septembre, le constat qui s'impose est celui d'une stabilisation. Il pourrait même légèrement se replier l'année prochaine (voir ci-après). La hausse à la rentrée 2025 provenait principalement des femmes, des nouveaux inscrits (< 4 mois), des personnes âgées entre 30-44 ans, de nationalité luxembourgeoise, sans statut de

<sup>2</sup> Depuis 2023, la Commission européenne calcule un indicateur de rétention de main-d'œuvre ("labour hoarding indicator") en se basant sur les données des enquêtes de conjoncture. Il permet de quantifier dans quelle mesure les entreprises prévoient de conserver leurs employés malgré une détérioration des perspectives d'activité.

Graphique 4.9

L'emploi devrait continuer à ralentir en zone euro...

Contributions à la variation, en points de %

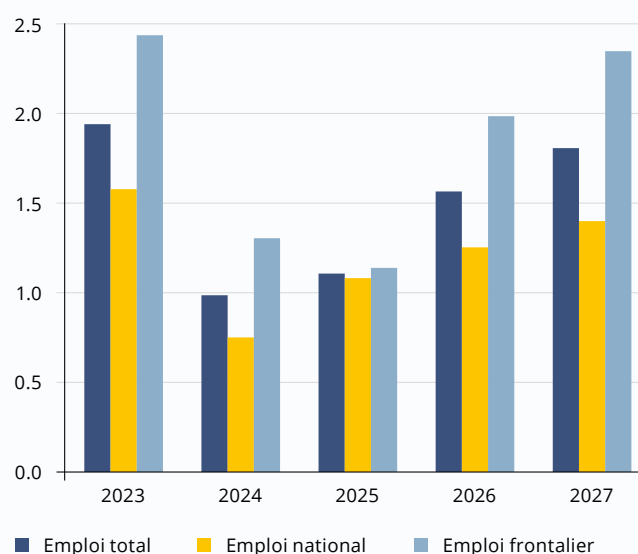


Source : STATEC

Graphique 4.10

... mais regagner un peu de vigueur au Luxembourg

Contributions à la variation, en points de %



Source : STATEC

3 Oxford Economics, Global Scenario Services, 15 octobre 2025.

4 Commission européenne, Autumn Forecast, 17 novembre 2025.

reclassé ou de handicapé, disposant d'une éducation supérieure et cherchant un emploi dans les métiers de support à l'entreprise, des services à la personne, du commerce ou de l'Horeca.

### Vers un freinage de l'emploi en zone euro

L'emploi en zone euro devrait continuer à progresser jusqu'en 2027, mais à un rythme moins soutenu, sur fond de vents contraires économiques (cf. chapitre 1) et démographiques. Selon Oxford Economics<sup>3</sup>, l'emploi total progresserait de 0.6% en 2025, puis ralentirait à +0.4% en 2026 et +0.3% en 2027 (cf. graphique 4.9). À titre de comparaison, la Commission européenne<sup>4</sup> prévoit une croissance légèrement plus soutenue : 0.6% en 2025, 0.5% en 2026 et 0.5% en 2027.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte de croissance démographique complexe : selon la Commission européenne, la population de la zone euro progresserait d'environ 0.3% en 2025 et 2026, puis 0.2% en 2027. Ce rythme globalement stable masque toutefois des disparités importantes. L'Allemagne et plusieurs pays d'Europe orientale font face à des difficultés structurelles, avec un vieillissement marqué et des pertes de population qui se poursuivent depuis des années, accentuant les tensions sur le marché du travail. À l'inverse, les économies du Sud bénéficient de flux migratoires plus soutenus, ce qui renforce l'emploi dans les services et compense en partie les pénuries. Selon la Commission européenne, le taux de chômage devrait reculer progressivement : de 6.3% en 2025 à 6.2% en 2026 et puis à 6.1% en 2027, traduisant une normalisation persistante sur le marché du travail. Cette amélioration n'est pas uniquement liée à la création nette d'emplois, mais aussi au manque de main-d'œuvre, qui stabilise les taux de chômage, malgré le ralentissement des embauches.

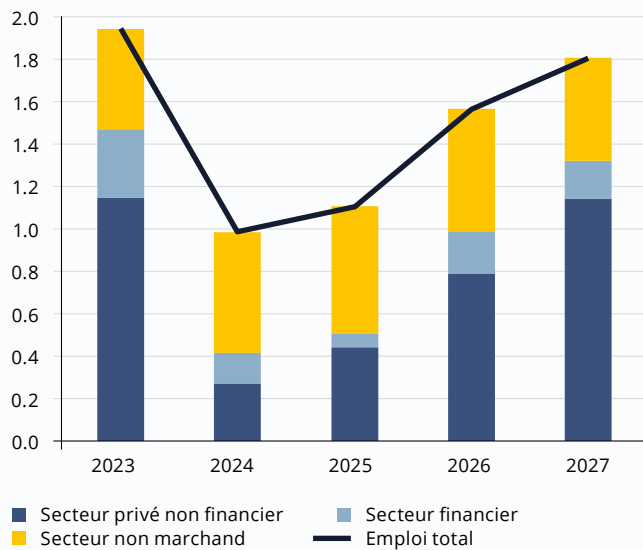
### Perspectives du marché du travail au Luxembourg

Après deux années de fort ralentissement, conséquence logique de la quasi-stagnation de l'activité sur les trois années écoulées, le marché du travail luxembourgeois devrait entamer une lente reprise. Après une hausse limitée de l'emploi de 1.0% en 2024, historiquement faible, la progression devrait rester modérée en 2025 avec 1.1%, avant de s'accélérer en 2026 pour atteindre 1.6%.

Graphique 4.11

**Une reprise de l'emploi davantage portée par le secteur privé...**

Contributions à la variation, en points de %

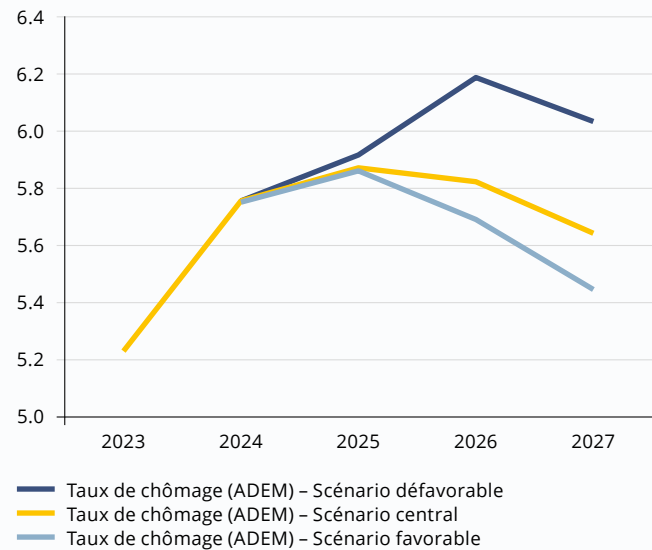


Source : STATEC (2025-27 : prévisions)

Graphique 4.12

**... avec une légère baisse du chômage**

En % de la population active



Source : STATEC (2025-27 : prévisions)

Cette évolution reflète la dynamique de l'activité économique, elle-même marquée par une reprise graduelle et un regain de dynamisme à partir de 2026, alimenté par le rétablissement du secteur privé. La population active devrait augmenter de 1.2% par an sur la période, tandis que la population totale progresserait de 1.3% en 2025, 1.4% en 2026 et 1.5% en 2027. Cette croissance démographique reste largement portée par le solde migratoire, le taux de fécondité demeurant faible.

Le Luxembourg conserve ainsi un marché du travail très ouvert, avec près de la moitié des salariés résidant hors du pays (sur les dernières années, ce sont surtout les flux en provenance de France qui ont augmenté, ceux de Belgique et d'Allemagne sont restés stables). Les entrées de travailleurs frontaliers devraient croître de 1.2% en 2025, 2.0% en 2026 et 2.4% en 2027. L'emploi résident augmenterait de 1.1% en 2025, 1.2% en 2026 et 1.4% en 2027, soutenu par l'immigration et par une participation accrue des femmes.

### Contrastes entre secteurs non financier, financier et public

Le secteur marchand non financier amorce une reprise progressive après plusieurs trimestres de faiblesse. Les services aux entreprises montrent déjà des signes de regain d'activité en 2025, ce qui laisse entrevoir un rétablissement graduel avec une croissance du secteur marchand non financier qui pourrait dépasser 1% dès 2026.

Le secteur financier, pilier de l'économie luxembourgeoise, a connu une stagnation de l'emploi depuis 2023, alors même que l'activité économique du secteur a été révisée à la hausse pour 2024. L'évolution des effectifs de la finance dépendra surtout de l'évolution des conditions financières internationales et du maintien de la compétitivité dans un cadre réglementaire exigeant.

Le secteur public conserve un rôle contracyclique majeur. Les besoins en services de santé, d'éducation, d'administration, d'infrastructures et de moyens de défense continuent de soutenir la création d'emplois, avec des rythmes encore élevés en 2025, avant une décélération progressive à mesure que le secteur privé reprend de la vigueur.

Le taux de chômage, après un pic à 5.9% de la population active en 2024, se résorberait modérément, à 5.8% en 2026 et 5.6% en 2027.



Tableau 4.1  
Marché du travail

	Scénario central						Correction des marchés <sup>1</sup>			Incertitude politique réduite <sup>2</sup>		
	2024	1995-2023	2024	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027
	Niveau (personnes)	Évolution (en % ou en points de %)	Évolution en % sauf si spécifié différemment									
Population totale <sup>3</sup>	681 973	1.8	1.5	1.3	1.4	1.5	1.3	1.3	1.4	1.3	1.4	1.5
Solde migratoire (% de la pop. tot.)	9 281	.	1.4	1.0	1.1	1.2	1.0	1.0	1.1	1.0	1.1	1.2
Population en âge de travailler <sup>4</sup>	435 469	1.9	1.2	1.0	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	1.1	1.1
Population active	312 948	2.0	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2
Taux d'activité (% de la pop. en âge de travailler) <sup>5</sup>	.	71.2	71.9	72.0	72.1	72.2	72.0	72.1	72.2	72.0	72.1	72.2
<i>Idem. femmes<sup>5</sup></i>	.	62.2	69.4	69.6	69.8	70.1	69.6	69.8	70.1	69.6	69.8	70.1
Emploi total intérieur	516 026	3.0	1.0	1.1	1.6	1.8	1.0	0.6	1.5	1.1	1.9	2.1
dont: frontaliers entrants	235 134	5.1	1.2	1.2	2.0	2.4	1.0	0.4	1.9	1.2	2.6	2.8
emploi résident	294 939	1.9	0.7	1.1	1.3	1.4	1.0	0.8	1.2	1.1	1.4	1.5
Durée de travail moyenne	.	-0.3	0.3	0.0	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1
Nombre de chômeurs (ADEM)	18 009	4.9	11.4	3.3	0.4	-1.9	4.0	5.8	-1.4	3.1	-1.7	-3.1
Taux de chômage (% de la pop. act.) <sup>5</sup>	.	4.6	5.8	5.9	5.8	5.6	5.9	6.2	6.0	5.9	5.7	5.4

<sup>1</sup> Dans ce scénario défavorable, la hausse des incertitudes sur les perspectives d'inflation et sur la dette américaine affaiblissent les marchés financiers, alourdissent les taux d'emprunt et freinent la croissance mondiale. <sup>2</sup> Dans ce scénario favorable, la baisse des incertitudes sur la politique commerciale américaine incite les entreprises à investir et recruter, ce qui soutient les bourses et stimule la demande mondiale.

<sup>3</sup> Au 31 décembre. <sup>4</sup> 20-64 ans. <sup>5</sup> En niveau.

Source : STATEC (2025-2027 : prévisions)

### Scénarios : entre incertitudes et opportunités

Les prévisions pour le marché du travail luxembourgeois sont sensibles aux risques internationaux. Si les conditions mondiales se détérioraient et que les marchés financiers subissaient une correction motivée par des préoccupations budgétaires (cf. chapitre 1), la croissance de l'emploi ralentirait, passant à 0.6% en 2026 et à 1.5% en 2027. Le taux de chômage augmenterait à 6.2% en 2026 et redescendrait à 6.0% en 2027 (cf. graphique 4.12). À l'inverse, si l'incertitude liée aux politiques économiques diminuait, l'emploi pourrait croître jusqu'à un rythme de 2.0% en 2026 et de 2.3% en 2027, tandis que le taux de chômage reculerait à 5.7% en 2026 et 5.5% en 2027.

Dans le scénario défavorable, la baisse (-1.0 point de % en 2026, -0.3 en 2027) proviendrait surtout d'une moindre contribution des frontaliers (-0.8 et -0.2 point de % resp.) et du secteur privé non financier. Les résidents seraient moins touchés par ce ralentissement, travaillant davantage dans des branches moins affectées par les cycles économiques, comme l'administration publique, la santé ou l'éducation. La majeure partie de la baisse de l'emploi salarié par rapport au scénario central proviendrait du secteur privé non financier, à la fois en 2026 et 2027. Le secteur financier contribuerait pour -0.1 point de % en 2026 et en 2027. L'impact y serait moins marqué et légèrement décalé, d'autant que ce secteur ne représente qu'environ 10% de l'emploi total. L'emploi dans le secteur public resterait stable. La forte contraction du secteur privé non financier refléterait une baisse marquée de l'activité économique, liée à des exportations plus faibles et à un recul modéré de la consommation intérieure (cf. chapitre 2).

En revanche, dans le scénario favorable, la hausse de l'emploi proviendrait principalement d'une progression plus forte des frontaliers et serait entièrement portée par le secteur privé non financier. L'emploi dans le secteur financier et le secteur public restera inchangé dans le scénario favorable. Cela s'explique par le fait que le scénario favorable suppose un environnement financier similaire au scénario central, l'amélioration provenant essentiellement d'une réduction de l'incertitude politique qui affecterait le commerce international, tandis que les conditions dans le secteur financier demeuraient globalement identiques dans les deux cas.